

réduit l'écart avec ses voisins

En % ■ 2017 ■ 2021



● La pression fiscale de l'Hexagone reste la plus élevée de la zone euro, avec un taux de prélèvements obligatoires de 47% du PIB. ● La baisse des impôts de production a toutefois réduit l'écart avec les autres pays européens, selon une étude du site Fipeco. ● Mais l'écart reste important, notamment en matière de cotisations patronales. // P. 6 ET L'EDITORIAL D'ÉTIENNE LEFEBVRE P. 16

ÉNERGIE Un projet de loi sur les énergies renouvelables qui arrive ce mercredi au Sénat, un même jour en Conseil des ministres. Le gouvernement fait feu de tout bois pour déverrouiller les blocages administratifs et politiques des projets solaires et éoliens en mer, et faciliter les chantiers de réacteurs nucléaires. Dans une interview aux « Echos », la ministre de la Transition énergétique, Agnès Panier-Rumacher, défend la pertinence des deux textes et promet d'éviter d'en passer par l'article 49.3 alors qu'un accord avec l'opposition est encore loin, butant notamment sur le pouvoir des élus locaux dans les autorisations. // PAGES 18-19

analyses

Le dollar fort, « l'enfer » de l'économie mondiale

Par Nessim Aït-Kacimi

À l'heure où toutes les banques centrales remontent leurs taux et infligent à leurs économies une cure d'austérité, le dollar rayonne comme jamais et impose son tempo économique au reste de la planète. La forte remontée des taux américains a entraîné le monde dans l'ère de la sobriété monétaire, mais il est plus difficile de se passer de la première monnaie mondiale que de moins consommer de gaz et de pétrole, tant elle est essentielle au fonctionnement des marchés. Les banques centrales qui ont tenté de s'opposer à la hausse du dollar cette année ont jusqu'ici échoué. // PAGE 11

L'art ou la vie ?

par Gaspard Koenig

La prochaine crise sera générationnelle

par Jean-Hervé Lorel

Repenser le rôle des banques centrales

par Jean-Marc Danie

Il faut de la mesure en toute chose

par Sylvain Duranton

// PAGES 12-13

La France garde la pression fiscale la plus forte de la zone euro, mais réduit l'écart

● Le taux de prélèvements obligatoires s'est établi à 47 % du PIB en 2021.

● Il est le plus élevé de la zone euro et le second en Europe.

FISCALITÉ

Renaud Honoré
@r_honore

Depuis cinq ans maintenant, Emmanuel Macron a fait des baisses d'impôts un des totems politiques de son action, arguant que cela permettrait de nous rapprocher de ce qui se fait ailleurs en Europe. Mais est-il parvenu à ses fins ?

De fait, si la France reste le premier pays de la zone euro en matière de pression fiscale – le second en Europe derrière le Danemark – l'écart avec la zone euro et l'Allemagne s'est encore resserré en 2021, grâce notamment à la baisse des impôts de production. C'est ce qui ressort de l'étude qui

Le taux des prélèvements obligatoires

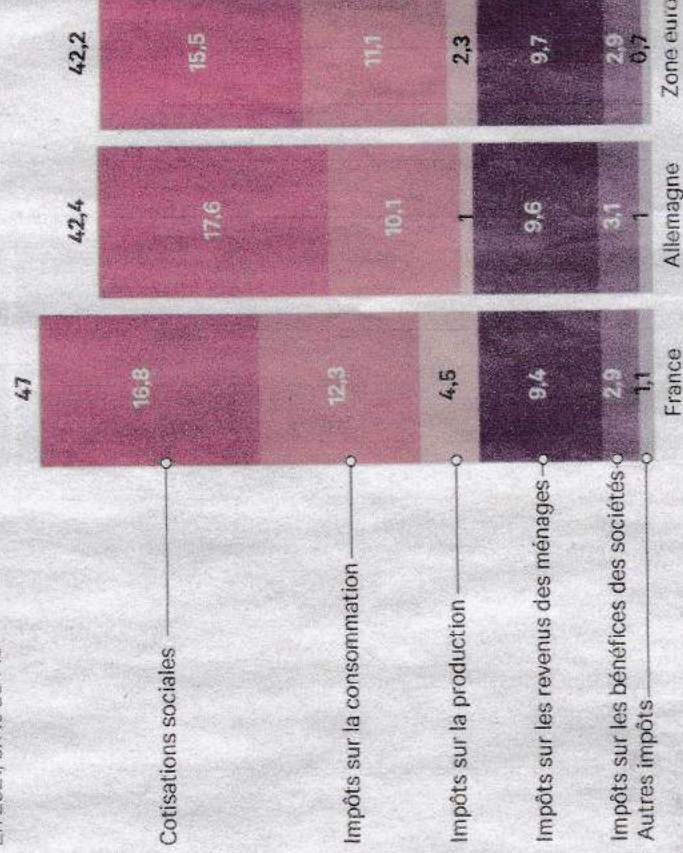
En 2021, en %



L'écart entre la France et la zone euro est passé de 5,9 points en 2020 à 4,8 points en 2021

Les impôts de production sont la principale source d'écart avec la moyenne européenne

En 2021, en % du PIB



* LES ECHOS // SOURCES: EUROSTAT, IPE

la baisse des cotisations sociales fait que le poids de la fiscalité sur le revenu au sens large est désormais de 9,4 % du PIB, proche du niveau

sans commune mesure avec ce qui se fait en Irlande (21,9 %), en Roumanie (27,3 %) ou en Bulgarie (30,7 %).

ments obligatoires, qui agrègent les impôts et les cotisations sociales collectées par la puissance publique. Ainsi ce ratio s'est établi à 47 % du

et rattrapé une partie de son retard. Mais compte tenu du point de départ, le pays reste malgré tout encore à un niveau très élevé », constate François

« Les écarts restent malgré tout importants, preuve que notre problème de compétitivité n'a pas paru », relève François Escalle.

en 2021, grâce notamment à la baisse des impôts de production. C'est ce qui ressort de l'étude qui sera publiée ce mercredi par le site Fipeco, qui s'est appuyé sur les dernières données d'Eurostat pour faire une radiographie de la situation fiscale française. « En matière de pression fiscale, la France a fait des progrès

Mais compte tenu du point de départ, le pays reste malgré tout encore à un niveau très élevé », constate François Ecalte, ancien magistrat à la Cour des comptes, qui gère ce site spécialisé en finances publiques. En 2021, la France est restée sur la première place du podium de la zone euro pour le taux de prélève-

impôts et les cotisations sociales collectés par la puissance publique. Ainsi ce ratio s'est établi à 47 % du PIB, contre 46 % en Belgique, puis 43,7 % en Autriche et 43,6 % en Italie. Si l'on élargit la focale à l'ensemble de l'Union européenne, alors la France passe deuxième derrière le Danemark (48,8 %). Des niveaux

la baisse des cotisations sociales fait que le poids de la fiscalité sur le revenu au sens large est désormais de 9,4 % du PIB, proche du niveau européen (9,7 %). Les prélèvements obligatoires sur la consommation restent, eux, supérieurs à ce qui se fait chez nos voisins.

En revanche, les choses ont bougé l'an passé pour les entreprises. D'abord du fait de la poursuite de la baisse du taux de l'impôt sur les sociétés (IS). Le produit de l'IS (2,9 % du PIB), est désormais comparable à celui moyen en zone euro, alors qu'il était encore supérieur de 0,4 point en 2020. Son poids est même désormais inférieur à celui de l'Allemagne (3,1 %), alors qu'il était supérieur de 0,6 point un an auparavant. La tendance est similaire si l'on regarde le taux effectif d'imposition des sociétés.

Autre évolution notable, la France a effacé une partie de sa singularité en matière d'impôts de production, avec la première étape de baisse de 10 milliards d'euros actée l'an dernier. Si bien que l'écart avec la zone euro en la matière n'est plus que de 2,2 points, contre 2,8 points en 2020. Avec l'Allemagne, ça se resserre aussi à 3,5 points de différence, contre 4,4 points auparavant.

« Le taux de la zone euro est de 42,2 % pour 2021, mais l'écart est passé de 5,9 points en 2020 à 4,8 points l'an dernier. C'est la même chose avec l'Allemagne (42,4 %), désormais distancée de 4,6 points avec la France quand c'était 6,4 points en 2020. Le resserrement est encore plus fort si l'on compare avec 2017, quand le taux de prélèvements obligatoires français était supérieur de 6,9 points à celui de la zone euro et de 7,6 points à celui de l'Allemagne », note François Ecalte.

Baisse de l'IS

Comment expliquer cette accélération de la convergence ? D'abord du fait des très fortes rentrées fiscales post-Covid en Europe, qui ont eu pour effet de faire remonter les taux de prélèvements obligatoires un peu partout. A contrario, la France a réussi à faire baisser le sien, du fait de mesures prises durant le premier quinquennat d'Emmanuel Macron. Pour 2021, cela concernait peu les ménages, les grandes manœuvres en la matière ayant eu lieu de 2017 à 2019. La hausse de la CSG décidée en 2018 pour financer

A retrouver jeudi 3 novembre avec Les Echos

Découvrez le classement des écoles les plus engagées dans la transition écologique et sociale.

Les Echos



www.leschosstart.fr

CLASSEMENT
LES ÉCOLES LES PLUS
ENGAGÉES DANS LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE ET SOCIALE

URGENCE CLIMATIQUE

Ecoles, étudiants...
ceux qui agissent vraiment



Taxes élevées sur la consommation

zone euro (11,1 %) et qu'en Allemagne (10,1 %). Ce particularisme hexagonal ne s'explique pas par la TVA. Son niveau se révèle assez similaire à ce qui se pratique chez nos voisins. Il représentait l'an passé 7,4 % du PIB, soit le même que la moyenne pondérée de l'Union européenne et en léger excédent par rapport à celui de la zone euro (7,2 %). « Le

taux moyen de taxation est un peu plus faible en France mais il s'applique à une assiette plus large », souligne l'étude.

Là où en revanche l'Hexagone se démarque, ce sont sur « toutes les taxes spécifiques à des produits particuliers : énergie, tabacs, alcools, assurances, etc. » avec un écart consé-

(pour essence et gazole) et des Pays-Bas (essence) » et qu'ils « sont particulièrement faibles en Espagne ». Dans le détail, les taxes sur le gazole représentent par exemple 61 centimes par litre en France, contre 47 centimes en Allemagne, 62 centimes en Italie, 38 centimes en Espagne, 53 centimes aux Pays-Bas ou 60 centimes en Belgique.

Externalités négatives

« Les gilets jaunes n'avaient pas complètement tort, notre taxation sur les carburants est plus élevée. Mais économiquement, cela se justifie comme pour l'alcool ou le tabac par les externalités négatives que cette consommation engendre ».



L'Éditorial d'Étienne Lefebvre Page 16

les plus engagées dans
transition écologique et sociale.

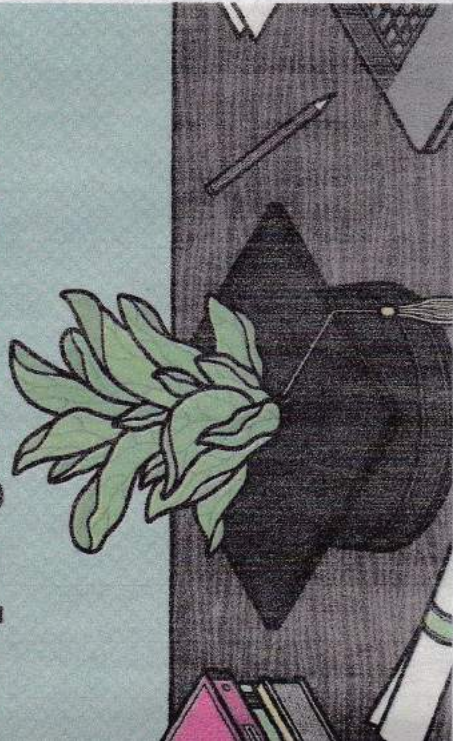
Echos

start

www.lesechosstart.fr

CLASSEMENT
LES ÉCOLES LES PLUS
ENGAGÉES DANS LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE ET SOCIALE

URGENCE CLIMATIQUE
Ecoles, étudiants...
eux qui agissent vraiment



les possibles



A retrouver aussi sur :

lesechosstart.fr

d'imposition des sociétés.

Autre évolution notable, la France a effacé une partie de sa singularité en matière d'impôts de production, avec la première étape de baisse de 10 milliards d'euros actée l'an dernier. Si bien que l'écart avec la zone euro en la matière n'est plus que de 2,2 points, contre 2,8 points en 2020. Avec l'Allemagne, ça serre aussi à 3,5 points de différence, contre 4,4 points auparavant.

post-Covid en Europe, qui ont eu pour effet de faire remonter les taux de prélèvements obligatoires un peu partout. A contrario, la France a réussi à faire baisser le sien, du fait de mesures prises durant le premier quinquennat d'Emmanuel Macron. Pour 2021, cela concernait peu les ménages, les grandes manœuvres en la matière ayant eu lieu de 2017 à 2019. La hausse de la CSG décidée en 2018 pour financer

Taxes élevées sur la consommation

L'étude du site Fipeco explique pourquoi la pression fiscale reste plus forte en France qu'en moyenne en Europe. Cela tient notamment aux taxes sur la consommation, avant tout sur les carburants, le tabac ou l'alcool.

La crise des « gilets jaunes » n'est décidément pas survenue par hasard. Si la France est demeurée en 2021 le pays de la zone euro avec la pression fiscale la plus forte, elle le doit notamment au fait qu'elle a une imposition de la consommation – et plus particulièrement de certains produits comme le carburant, le tabac ou l'alcool – plus forte que chez ses voisins. C'est ce qui ressort d'une étude du site spécialisé en finances publiques Fipeco, qui dresse un état des lieux de la situation fiscale hexagonale.

Avec un taux de prélèvements obligatoires qui s'établit à 47 % du PIB en 2021, la France fait toujours la course en tête en ce domaine en zone euro, bien au-dessus de la moyenne (42,2 %). Parmi les facteurs explicatifs, l'étude de Fipeco pointe le poids des impôts sur la consommation, « plus élevés en France (12,3 % du PIB) que dans la

zone euro (11,1 %) et qu'en Allemagne (10,1 %) ». Ce particularisme hexagonal ne s'explique pas par la TVA. Son niveau se révèle assez similaire à ce qui se pratique chez nos voisins. Il représentait l'an passé 7,4 % du PIB, soit le même que la moyenne pondérée de l'Union européenne et en léger excédent par rapport à celui de la zone euro (7,2 %). « Le taux moyen de taxation est un peu plus faible en France mais il s'applique à une assiette plus large », souligne l'étude.

Là où en revanche l'Hexagone se démarque, ce sont sur « toutes les taxes spécifiques à des produits particuliers : énergie, tabacs, alcools, assurances, etc. » avec un écart conséquent de 1 point de PIB avec la moyenne de la zone euro.

Fipeco montre notamment que « les taux des taxes spécifiques aux carburants sont plus forts en France que dans les autres grands pays de la zone euro, à l'exception de l'Italie

61

CENTIMES PAR LITRE

Ce que représentent les taxes en France sur le prix du gazole.

dence, il faudrait encore un nouvel effort de baisse des prélèvements obligatoires pour corriger ces problèmes. Mais cela n'est pas possible compte tenu de la situation dégradée de nos finances publiques, sauf à réussir à baisser la dépense publique ce qui semble peu probable actuellement », avance François Ecalle.

L'éditorial d'Etienne Lefebvre Page 16

(pour essence et gazole) et des Pays-Bas (essence) » et qu'ils « sont particulièrement faibles en Espagne ». Dans le détail, les taxes sur le gazole représentent par exemple 61 centimes par litre en France, contre 47 centimes en Allemagne, 62 centimes en Italie, 38 centimes en Espagne, 53 centimes aux Pays-Bas ou 60 centimes en Belgique.

Externalités négatives

« Les "gilets jaunes" n'avaient pas complètement tort, notre taxation sur les carburants est plus élevée. Mais économiquement, cela se justifie comme pour l'alcool ou le tabac par les externalités négatives que cette consommation engendre », souligne François Ecalle, le responsable du site Fipeco.

Les ménages français pourront se consoler en notant que le poids de l'imposition des revenus est, en revanche, similaire à ce qui se fait en zone euro ou en Allemagne (9,4 % du PIB contre respectivement 9,7 % et 9,6 %). « Le poids de l'impôt sur le revenu (IR) au sens strict (hors CSG et autres prélèvements sociaux) restait en France, à 3,3 % du PIB, nettement inférieur à celui des autres pays », précise toutefois Fipeco, notamment car il touche moins de monde. — R. Ho.